

23
MANDAT 25

Oliver Röpke
Président du CESE

STAND UP FOR DEMOCRACY SPEAK UP FOR EUROPE

MANIFESTE POUR LA PÉRIODE 2023–2025



**Comité économique
et social européen**

Table des matières

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE À l'intérieur de nos frontières	4
Rapprocher les citoyens	4
Assurer le succès des élections européennes	5
Promouvoir les valeurs fondamentales et l'état de droit	5
DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE À l'étranger	6
Le portail de la société civile au service de la démocratie et de la prospérité	6
Soutenir la diplomatie d'influence de l'Union européenne en faveur de sociétés civiles fortes et résilientes	6
PLAIDER POUR L'EUROPE Une voix plus représentative	7
Un forum pour les nouvelles générations	7
Un forum plus égalitaire	8
PLAIDER POUR L'EUROPE Une voix forte et pertinente	9
Une institution dont la voix porte à l'extérieur	9
Une institution s'appuyant sur des données probantes et tournée vers l'avenir	10
OLIVER RÖPKE, PRÉSIDENT DU CESE Faire progresser le programme social de l'UE et préserver une compétitivité durable pour le XXI^e siècle	11
Faire progresser le programme social de l'UE	11
Préserver une compétitivité durable pour le XXI ^e siècle	12
PRIORITÉS POLITIQUES SÉLECTIONNÉES À PARTIR DES CONTRIBUTIONS DU SECRÉTARIAT	13
Accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)	13
L'engagement des jeunes en faveur du climat et du développement durable	13
L'économie circulaire	14
Une transition écologique dans l'industrie européenne	14
Un effort général de numérisation dans l'industrie européenne	14
Renforcer la compétitivité mondiale et l'autonomie stratégique ouverte de l'industrie européenne	15
Des réformes au service d'une économie européenne résiliente	15
L'achèvement de l'union des marchés des capitaux et de l'union bancaire	15
Un cadre financier pluriannuel à même de relever les défis de l'avenir, y compris une politique de cohésion forte	16
La reprise économique et sociale à la suite des conséquences de la pandémie et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, et l'augmentation des prix de l'énergie et du coût de la vie qui en a résulté	16
Droits fondamentaux et état de droit	17
Les migrations	17
Un voisinage sûr et stable	17
Collaborer avec des partenaires au service de sociétés justes et équitables, respectueuses des droits humains	18
Promouvoir un commerce durable qui profite à tous	18
Études et évaluations des politiques: comment étayer davantage les travaux consultatifs du CESE par des données probantes	18
Renforcer la compétitivité de l'industrie européenne et soutenir la transition rapide vers la neutralité climatique	19
Encourager l'esprit d'entreprise sous toutes ses formes: les PME et les entreprises de l'économie sociale	20
Donner aux consommateurs les moyens de réaliser la transition écologique et numérique	20
Dépasser la crise énergétique et parvenir à une sécurité énergétique durable, équitable et stratégique	21
La contribution des politiques en matière de logement à la cohésion économique, sociale et territoriale	21
Rendre les transports plus écologiques en tenant compte des besoins des utilisateurs, des citoyens et des organisations de la société civile	21



La liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit font partie des valeurs fondamentales sur lesquelles est fondée l'Union européenne. Elles sont inscrites dans les traités de l'UE et sont au cœur de l'identité de l'Union.

Ces valeurs ont toutefois été soumises à de fortes pressions ces dernières années. L'Europe a été confrontée à des crises sans précédent, qui ont creusé les inégalités économiques et sociales et remis en question la confiance des citoyens de l'Union dans les institutions démocratiques. Nos valeurs européennes ne peuvent être considérées comme acquises.

En ces temps de mise à l'épreuve, il est essentiel de pouvoir compter sur le soutien de la société civile pour recueillir la voix des citoyens européens, de façon à renforcer la résilience démocratique et à façonner l'avenir de l'Europe. Dans le même temps, la société civile elle-même a besoin d'une plus grande protection. L'espace dans lequel elle évolue se réduit de plus en plus, ce qui limite la capacité des organisations de la société civile à

accomplir leur travail légitime, aussi bien dans l'UE que dans le reste du monde.

Tout au long du prochain mandat, nous renforcerons, au sein du Comité économique et social européen (CESE), notre position unique en tant que passerelle entre les citoyens, la société civile et les institutions de l'UE, en agissant comme une véritable plateforme au service d'un débat franc et inclusif.

Nous veillerons à ce que les portes de notre maison soient ouvertes à un dialogue démocratique constructif et fondé sur des faits, associant un large éventail d'acteurs sociaux, économiques, politiques, culturels et institutionnels. Dans nos décisions, nous nous efforcerons de parvenir à des compromis éclairés qui renforceront la position du Comité et apporteront une contribution utile aux politiques de l'Union.

Ce faisant, nous contribuerons de manière significative, avec nos partenaires institutionnels et de la société civile, à l'avènement d'une Union européenne plus résiliente, plus inclusive et plus démocratique, qui inspirera nos voisins directs comme les plus lointains.

Tout en se concentrant sur ces nouvelles priorités, notre Comité continuera **à travailler sans relâche au service d'un progrès social, économique et environnemental pour tous les Européens**, en contribuant en permanence au programme de travail de la Commission et en coopérant efficacement avec le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne.

En tant que président nouvellement élu du CESE, je souhaite mettre l'accent sur les piliers suivants:

- **défendre la démocratie à l'intérieur de nos frontières en promouvant les valeurs fondamentales et l'état de droit, en rapprochant les citoyens de notre Comité par un soutien à la démocratie directe et représentative, et en veillant à ce que le CESE contribue au succès des élections européennes de 2024;**
- **défendre la démocratie à l'étranger, en mettant en place un véritable portail de la société civile au service de la démocratie et de la prospérité pour nos voisins et partenaires, et en soutenant des sociétés civiles fortes et résilientes au sein de l'UE;**
- **plaider pour l'Europe en accroissant la représentativité de notre Comité, en associant à nos travaux les nouvelles générations et les membres de notre société qui ne sont pas suffisamment représentés;**
- **plaider pour l'Europe en renforçant la qualité de notre communication et de nos activités tournées vers l'avenir, en mettant notamment l'accent sur la prospective et les recommandations de la conférence sur l'avenir de l'Europe, pour faire en sorte que le CESE reste une voix forte et pertinente dans notre démocratie européenne.**

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE À l'intérieur de nos frontières

Rapprocher les citoyens

Depuis sa création en 1957, notre Comité est un pilier de la démocratie participative, offrant aux citoyens et aux parties prenantes une plateforme leur permettant de faire entendre leur voix dans le processus décisionnel de l'Union européenne. La démocratie participative et délibérative a été largement débattue lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, les citoyens ayant exprimé le souhait d'avoir une influence structurelle sur le programme de travail annuel et les priorités politiques de l'UE et de voir le CESE jouer un rôle de premier plan à cet égard.

Le rôle de la société civile dans le maintien d'une démocratie efficace est absolument essentiel. La démocratie participative n'est pas qu'un simple complément à la démocratie représentative: elle en est un élément constitutif.

*En tant que **président nouvellement élu du CESE**, j'entends:*

- *mettre en place des **panels participatifs de citoyens gérés par le CESE dans la perspective des élections au Parlement européen de 2024**, qui alimenteront une résolution transversale de toutes les sections du CESE présentant les principales exigences du Comité à l'égard du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission («Le manifeste du CESE pour les élections de 2024»);*
- *jeter les bases d'un **recours régulier à des panels participatifs de citoyens dans les travaux quotidiens du CESE**, au-delà des prochaines élections au Parlement européen en 2024;*
- *relancer la **participation active du CESE aux initiatives citoyennes européennes** en tant qu'instrument efficace pour associer les citoyens au processus décisionnel de l'UE et pour leur donner une tribune démocratique leur permettant d'influencer la législation de l'Union.*

La démocratie participative accompagne la démocratie représentative (le Parlement européen et les parlements nationaux) et la démocratie directe (l'initiative citoyenne européenne). Au cours de mon mandat, je veillerai à renforcer la position du Comité dans son rôle de plateforme véritablement globale et tournée vers l'avenir.

Assurer le succès des élections européennes

Le nouveau mandat du CESE ouvrira la voie à l'un des piliers de la démocratie européenne: les élections au Parlement européen. Ces élections marqueront un moment démocratique crucial, de grandes questions d'importance européenne figurant en bonne place à l'ordre du jour, parmi lesquelles le pacte vert pour l'Europe, la montée de l'extrémisme et du populisme, l'état de droit, l'avenir de la gouvernance économique dans un contexte d'inégalités croissantes, ainsi que les défis découlant des incertitudes géopolitiques.

En l'absence de garanties et d'actions appropriées, ces élections pourraient constituer un terreau fertile pour la diffusion de fausses informations, de matériel de propagande et de cyberattaques visant à influencer les votes des citoyens et à déstabiliser nos processus démocratiques. Les défis en matière d'organisation que représente la lutte contre la désinformation sont multiples et impliquent de nombreux acteurs, dont la société civile. Les conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui a vu les citoyens élaborer un certain nombre de recommandations, justifient également un rôle actif du CESE en qualité de partenaire clé dans la perspective de ces élections.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- *assurer une forte participation de notre Comité, en association avec la société civile, aux activités et campagnes interinstitutionnelles visant à **accroître la participation électorale dans la perspective des élections au Parlement européen de 2024**;*
- *Aider les **organisations de la société civile dans leur combat pour défendre la démocratie et lutter contre la désinformation et les influences étrangères dissimulées**, en soutenant le train de mesures de défense de la démocratie élaboré par la Commission et en prenant des mesures pour le mettre en œuvre avant les élections européennes;*
- *aider la **Commission européenne à surveiller les plateformes en ligne de très grande taille** afin de réduire les risques systémiques pesant sur les processus démocratiques et électoraux.*

Promouvoir les valeurs fondamentales et l'état de droit

Les représentants de la société civile au niveau national appellent l'Union à prendre des mesures énergiques en faveur des valeurs fondamentales et de l'état de droit. Ils souhaitent que l'UE soutienne le rôle de la société civile en tant que gardienne des valeurs démocratiques, et encouragent les autorités à agir afin de revoir à la hausse leurs cadres de qualité en ce qui concerne l'espace civique, le financement, la liberté d'expression, la liberté de la presse, les recours abusifs contre les journalistes et les défenseurs des droits, ainsi que la non-discrimination.

Tout au long de ce nouveau mandat, je promouvrai systématiquement la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit en tant que principes directeurs de toutes nos activités. Cela concerne les travaux de notre Comité, nos interactions avec les institutions européennes et la société civile, nos relations internationales, mais aussi l'ensemble de nos initiatives politiques, manifestations et publications. Tout rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile implique également un recul de la démocratie, ce que nous ne pouvons permettre.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- *soutenir un **mandat fort et renouvelé pour notre «groupe du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit»**, en vue de sensibiliser le public au travail essentiel accompli par celui-ci et de renforcer le rôle de surveillance joué par la société civile;*
- *promouvoir la **mise en place par le CESE d'un «bilan de santé de la société civile»**, afin de suivre activement les évolutions touchant la société civile dans les États membres de l'UE et les pays candidats.*

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE À l'étranger

Le portail de la société civile au service de la démocratie et de la prospérité

L'avenir de l'Union européenne est étroitement lié à la stabilité et à la prospérité de nos voisins du partenariat oriental et des Balkans occidentaux. Nous continuerons à promouvoir la paix en leur sein, ainsi que leur stabilité et leur intégration.

Compte tenu de la pression que la Russie exerce actuellement sur l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et d'autres pays, je renforcerai nos partenariats et favoriserai une plus grande interconnexion entre nos sociétés civiles, qui constituent les cœurs vibrants de la démocratie.

En agissant en véritable portail de la société civile pour ces pays, le CESE les soutiendra et leur donnera les moyens de lutter pour la liberté, la démocratie et une intégration plus poussée. Nous leur fournirons le soutien nécessaire dans le cadre du processus d'élargissement pour s'assurer qu'ils modernisent leurs systèmes socio-économiques et démocratiques afin d'atteindre les normes de l'UE, en s'appuyant sur le marché unique, le pacte vert et le socle européen des droits sociaux.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- ***favoriser personnellement les contacts à haut niveau avec les pays candidats tels que les partenaires des Balkans occidentaux, l'Ukraine et la Moldavie dans le cadre du processus d'élargissement, et promouvoir les travaux de nos plateformes communes de la société civile;***
- ***associer, pour la première fois, des représentants de la société civile des pays candidats à une adhésion à l'UE aux travaux consultatifs quotidiens du Comité, en nommant des membres honoraires des pays de l'élargissement, en particulier dans le cadre du processus d'élaboration d'avis importants.***

Soutenir la diplomatie d'influence de l'Union européenne en faveur de sociétés civiles fortes et résilientes

Une bataille générale des valeurs et des récits est en cours à l'échelle mondiale, dans le cadre de laquelle divers pays et régions sont engagés dans des luttes d'influence. Il est essentiel pour l'Union européenne de promouvoir et de défendre les valeurs inscrites dans ses traités, aussi bien sur son propre territoire qu'à l'étranger. Le CESE mettra à contribution son réseau de contacts au sein de la société civile afin de renforcer, sur la scène mondiale, sa diplomatie fondée sur des valeurs, qui couvre des domaines tels que le changement climatique, la culture ou encore les affaires économiques et sociales.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- ***encourager personnellement la coopération avec les organisations internationales au plus haut niveau (Nations unies, Organisation internationale du travail, Organisation mondiale du commerce);***
- ***promouvoir les valeurs qui constituent les fondements de l'UE grâce à son pouvoir d'influence (culture, énergie et climat, diplomatie bleue), en contribuant à recenser les actions et initiatives existantes, en renforçant le dialogue et la coopération dans ces domaines avec les organisations de la société civile des pays tiers et en œuvrant à l'élaboration d'avis sur ces sujets.***

PLAIDER POUR L'EUROPE

Une voix plus représentative

Le CESE offre aux citoyens et aux parties prenantes un forum leur permettant d'exprimer leurs points de vue dans le cadre du processus décisionnel de l'UE. Au cours du prochain mandat, je m'appuierai sur nos réalisations et m'efforcerai d'accroître la représentativité du Comité en élargissant notre base de parties prenantes et en donnant à de nouveaux acteurs les moyens de contribuer aux politiques de l'Union.

Un forum pour les nouvelles générations

Les décisions prises aujourd'hui visent à construire un avenir solide et juste pour les générations à venir. Dans ce contexte, il est impératif que les jeunes puissent exprimer leur point de vue sur les décisions qui les affecteront tant aujourd'hui que demain. Ils doivent se voir offrir une plateforme leur permettant d'exprimer leurs préoccupations et leurs besoins.

C'est pourquoi je m'efforcerai, au cours de mon mandat, d'associer plus activement les jeunes à l'élaboration des politiques, de la manière qui leur convient le mieux, en procédant parallèlement à un suivi et à une évaluation approfondis des propositions du CESE sous l'angle de leur incidence sur la vie des jeunes.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- **créer un «groupe ad hoc du CESE sur les jeunes» consacré à l'engagement de la jeunesse, qui aura pour mission précise de poursuivre les travaux entamés par le groupe de coordination pour l'Année européenne de la jeunesse;**
- **utiliser la page web du CESE intitulée «Pour une participation accrue des jeunes» comme un outil permettant de présenter et de promouvoir les actions entreprises et les activités organisées de manière concrète par le CESE et par ses membres;**
- **commencer immédiatement à mettre en œuvre l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes dans les avis du CESE, en étroite collaboration avec les sections et la CCMI, afin de s'assurer que les avis du Comité reflètent les points de vue de la jeunesse dans tous les domaines d'action;**
- **élargir le rôle des «représentants de la jeunesse du CESE» dans le travail quotidien du Comité, à l'image de leur participation fructueuse à la délégation envoyée par le CESE à la conférence des Nations unies sur les changements climatiques;**
- **renforcer les activités menées par le CESE à destination de la jeunesse sous son appellation bien établie «Votre Europe, votre avis!» (YEYS), en particulier dans la perspective des élections au Parlement européen de 2024;**
- **mettre en place un conseil consultatif sur la jeunesse auprès du président, qui formulera des recommandations pragmatiques et axées sur des résultats concrets exprimant les points de vue de jeunes militants dans toute leur diversité, et présentera des propositions spécifiques mettant particulièrement l'accent sur le changement climatique.**

Un forum plus égalitaire

Défendre la démocratie, l'état de droit et les valeurs fondamentales implique avant toute chose d'appliquer ces principes en interne. C'est pourquoi le CESE poussera plus avant ses réformes internes afin de garantir davantage de transparence, d'intégrité et d'équité.

Le CESE s'oppose fermement à toute forme de discrimination, y compris la discrimination fondée sur le sexe. L'égalité entre les hommes et les femmes est inhérente aux valeurs sur lesquelles repose l'UE et devrait être promue de manière globale et horizontale, à tous les niveaux.

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue un préalable à une Europe plus forte et plus équitable. Le Comité a également un rôle à jouer à cet égard, qui consiste en premier lieu à donner le bon exemple en tant qu'assemblée et dans le cadre des décisions que nous prenons. C'est pourquoi nous avons besoin d'un engagement fort et clair en faveur d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes au sein de notre institution.

Au cours de mon mandat, j'encouragerai en permanence une culture de l'égalité entre les hommes et les femmes tout au long de la vie, fondée sur des mesures adaptées à chaque étape de la vie, dans toutes les activités du Comité. Il convient non seulement d'intégrer cette dimension dans tous les travaux politiques du CESE, mais aussi d'encourager fortement la présence de femmes aux postes de direction dans notre propre institution.

En tant que président nouvellement élu du CESE, j'entends:

- **renforcer le mandat du groupe «Égalité»** afin d'assurer la mise en œuvre des mesures prises, de suivre les progrès accomplis et, le cas échéant, de proposer des mesures d'ajustement pour garantir la réalisation des objectifs;
- **assurer le suivi des travaux liés à l'enquête du groupe «Égalité» sur l'intégration des membres, la répartition des travaux et le bien-être** et, le cas échéant, proposer des mesures qui permettront de progresser sur la voie de la parité au sein du CESE;
- **favoriser une collaboration stratégique avec la Commission, le Parlement européen et le Conseil** en vue d'intégrer la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques pertinentes de l'UE;
- **organiser des tables rondes pour intégrer la question de l'égalité entre les hommes et les femmes** dans l'ensemble des travaux et activités politiques du CESE;
- **préconiser des solutions structurelles pour accroître la proportion de femmes** dans tous les organes du Comité et suivre attentivement les progrès en la matière au moyen de rapports réguliers;
- **renforcer la transparence des travaux du CESE**, garantir une participation structurelle au registre de transparence de l'UE et soutenir l'organisme européen chargé des questions d'éthique.

PLAIDER POUR L'EUROPE

Une voix forte et pertinente

Une institution dont la voix porte à l'extérieur

Grâce à la participation d'un large éventail de parties prenantes, le CESE renforcera sa mission d'organe consultatif des institutions européennes, en tant que courroie de transmission plus représentative pour les parties prenantes et les citoyens. Dans ce contexte, ses travaux et ses priorités doivent être communiqués clairement au monde extérieur. Une réforme institutionnelle approfondie visera à faire en sorte que la voix du CESE soit plus forte et porte plus loin. Au cours de ce mandat, je soutiendrai une nouvelle approche des travaux du Comité de façon à pouvoir toucher de façon cohérente les institutions de l'UE et les parties prenantes: nous transmettrons des messages plus clairs au moyen d'un format d'avis actualisé, permettant de repérer directement les conclusions et recommandations importantes.

*En tant que **président nouvellement élu du CESE**, j'entends:*

- *promouvoir une présence forte et efficace sur les médias sociaux et une **refonte majeure du site internet du CESE**, afin de mieux promouvoir nos activités, nos manifestations et nos documents;*
- *assurer une **promotion active et un suivi renforcé des recommandations du CESE** à l'intention des institutions et des parties prenantes grâce à une collaboration étroite à tous les niveaux;*
- *déployer le **nouveau format d'avis** de manière à ce que les recommandations de la société civile y apparaissent clairement;*
- *ouvrir l'outil informatique **NaviGate** pour faire connaître les travaux du CESE et ses avis à leurs différents stades d'élaboration auprès de toutes les parties prenantes.*

Une institution s'appuyant sur des données probantes et tournée vers l'avenir

En tant que maison de la société civile organisée européenne, le CESE est l'enceinte idéale pour aborder et anticiper les préoccupations, problèmes ou difficultés que rencontrent les citoyens. Il est donc nécessaire d'aborder les travaux du Comité selon une approche fondée sur des données probantes et tournée vers l'avenir pour pouvoir contribuer au mieux au programme politique des institutions européennes. Le CESE pourrait donc jouer un rôle important en procédant à un tour d'horizon des différents processus de transformation en cours à notre époque.

Pour s'adapter aux mutations actuelles, il faudra tirer le meilleur parti du mandat consultatif du CESE établi par le traité, en recensant et en interprétant de manière proactive les grandes tendances, en détectant les lacunes de la législation et en élaborant des propositions de plans d'action globaux, ainsi qu'en intégrant systématiquement la dimension prospective dans nos discussions. Inscrire les travaux du CESE dans une démarche prospective permettrait également de nous positionner plus efficacement dans le processus décisionnel et de proposer de nouvelles priorités pour la prochaine Commission.

*En tant que **président nouvellement élu du CESE**, j'entends:*

- **renforcer les relations du CESE avec les groupes de réflexion en les associant à l'élaboration de certains avis;**
- **réviser la méthodologie d'élaboration des avis et recourir aux avis exploratoires et d'initiative pour diagnostiquer correctement les défis à relever à long terme;**
- **lancer un appel en faveur d'un sommet annuel des groupes de réflexion sous l'égide du CESE;**
- **intégrer de manière systématique une analyse prospective dans nos avis;**
- **mettre à profit et promouvoir les travaux réalisés au titre de l'«appel en faveur d'un pacte bleu pour l'Europe» en tant que priorité dans la perspective des nouvelles priorités de la Commission et d'une éventuelle initiative citoyenne européenne.**

Depuis les traités de Rome et la fondation de notre Comité, le rôle et les prérogatives du CESE ont gagné en importance. Si l'on regarde vers l'avenir, à l'issue de la conférence sur l'avenir de l'Europe, une nouvelle convention visant à réviser nos traités fondateurs n'a jamais été aussi proche. Je souhaite que le CESE soit prêt à jouer pleinement son rôle dans ce processus à venir.

*En tant que **président nouvellement élu du CESE**, j'entends:*

- **lancer une analyse approfondie de la participation du CESE et de la société civile aux négociations antérieures sur les traités et explorer le rôle potentiel que pourrait jouer le Comité à l'avenir, en établissant un ensemble de bonnes pratiques et en élaborant une proposition concrète visant à renforcer le rôle du CESE pour lui donner plus d'importance et accroître son influence et sa visibilité, y compris en formulant des recommandations spécifiques de modifications des traités lorsqu'elles s'avèrent nécessaires.**

OLIVER RÖPKE, PRÉSIDENT DU CESE

Faire progresser le programme social de l'UE et préserver une compétitivité durable pour le XXI^e siècle

La présente présidence s'ouvre en des temps marqués par les répercussions sociales, géopolitiques et économiques d'une crise à multiples facettes: les conséquences de la pandémie de COVID-19; la poursuite de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et les pays voisins, qui menace les valeurs de démocratie et de liberté; ainsi que la crise du coût de la vie et la récente instabilité bancaire sur la scène mondiale. Dans le même temps, l'Union européenne et ses partenaires internationaux se sont engagés à atteindre des objectifs climatiques qui nécessitent de prendre de toute urgence des mesures de long terme afin d'éviter un échec collectif que nous ne pouvons nous permettre: la double transition écologique et numérique reste à achever. Ces crises multiples risquent d'entraver la résilience de l'UE, d'exacerber les inégalités économiques et sociales et d'entraîner la montée du populisme et d'un nationalisme autocentré.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Union européenne doit prendre des décisions stratégiques pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies et les objectifs du pacte vert pour l'Europe, de manière à accroître sa résilience et à parvenir à une autonomie stratégique ouverte dans un monde fondé sur des règles internationales.

L'avenir de l'Europe, et plus particulièrement le rôle de l'Union européenne en tant que projet axé sur la paix, le partage de valeurs et le bien-être de ses citoyens, est en jeu. La société civile organisée a un rôle crucial à jouer pour faire progresser les grandes priorités du moment. Le renforcement de la résilience de l'UE passe par la promotion du caractère durable, sur le plan à la fois social, économique et environnemental, de ses politiques.

Le CESE poursuit un programme de priorités politiques visant à créer une Union plus résiliente en accélérant la mise en œuvre du pacte vert et social et des objectifs de développement durable afin de gérer la double transition.

Faire progresser le programme social de l'UE

Les multiples crises auxquelles l'UE est confrontée ont mis en lumière la nécessité de protéger le bien-être des citoyens et de promouvoir l'inclusion sociale. En outre, la transformation de nos sociétés induite par la double transition écologique et numérique a une incidence sur la manière dont les Européens vivent, consomment et travaillent.

Trente ans après la création du marché unique, le CESE doit axer ses efforts sur une convergence économique et sociale vers le haut qui ne laisse personne de côté. Une approche juste et centrée sur l'humain protégera les droits sociaux, garantira des conditions décentes sur le marché du travail et permettra de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans ce contexte, le CESE se doit de soutenir la mise en œuvre d'un pacte vert et social, des objectifs de développement durable et du socle européen des droits sociaux.

Compte tenu de l'incidence considérable de la double transition écologique et numérique sur le travail et l'emploi, le CESE doit soutenir la protection des travailleurs et la durabilité des conditions de travail en vue de garantir la convergence sociale et l'équité entre tous les travailleurs. Il doit donc poursuivre ses activités en faveur de la promotion de la négociation collective, du dialogue social et de la participation des travailleurs, y compris dans le cadre de la démocratie sur le lieu de travail; de la convergence vers le haut des salaires et des conditions de travail à travers l'Europe; de la lutte contre la précarité de l'emploi; d'actions plus vigoureuses de l'UE afin d'éliminer l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes; ainsi que de la protection des emplois et des revenus grâce à des mesures axées sur la dimension sociale de la crise du coût de la vie.

Pour assurer une transition juste et équitable, il est primordial de développer les aptitudes et les compétences des travailleurs afin de leur ouvrir de nouvelles possibilités et de leur permettre de s'adapter à l'ère numérique, en particulier dans le contexte de l'Année européenne des compétences. Étant donné que la double transition aura également une incidence sur les conditions de travail, il est impératif d'améliorer la protection des droits fondamentaux des travailleurs et des droits du travail, ainsi que de gérer les évolutions technologiques et autres changements qui se produiront sur le lieu de travail, en associant les partenaires sociaux à la démarche.

La protection des travailleurs implique également de protéger ceux qui, particulièrement vulnérables, sont confrontés à des inégalités sociales. La lutte contre toutes les discriminations sur le marché du travail doit rester une priorité, afin de garantir l'égalité de traitement et l'égalité des chances. Il convient d'accorder une attention particulière à l'élaboration de mesures structurelles visant à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail.

En raison des multiples crises que nous traversons, l'inflation et la hausse des prix de l'énergie touchent tout le monde, en particulier les citoyens les plus vulnérables, le secteur agricole et les zones rurales. La pauvreté et le sans-abrisme sont en hausse. Dans ce contexte, le CESE doit s'efforcer de garantir une énergie propre et abordable pour tous, en faisant de l'accès égal à l'énergie un droit fondamental. Les mesures visant à lutter contre la précarité énergétique et à donner aux consommateurs les moyens d'agir dans le contexte de la transition énergétique doivent être au cœur des priorités politiques du Comité dans le domaine de l'énergie. Le CESE doit également se pencher sur la question du sans-abrisme et soutenir des politiques durables et inclusives en matière de logement.

Enfin, les changements induits ces dernières années par les différentes crises ont accru la pression pesant sur les citoyens, parfois au détriment de leur bien-être mental. Face à l'augmentation des problèmes de santé mentale dans l'UE, le CESE doit soutenir une approche globale qui permette d'y remédier et proposer des mesures concrètes en vue d'améliorer la situation.

Préserver une compétitivité durable pour le XXI^e siècle

L'économie de l'UE met l'accent sur la lutte contre l'inflation et la protection de la stabilité financière, tout en préservant la croissance économique et la cohésion sociale. L'objectif de neutralité climatique fixé pour 2050 oblige l'industrie de l'Union à s'adapter rapidement aux technologies à zéro émission nette et accélère la demande en matières premières critiques. De même, la numérisation apporte de nouvelles technologies susceptibles de modifier notre manière de travailler. Associées à un processus continu de régionalisation des échanges commerciaux, ces évolutions ont une incidence sur la compétitivité de l'industrie de l'UE et sur le marché intérieur.

Une stratégie à long terme est nécessaire pour protéger le modèle européen de croissance économique, fondé sur une compétitivité durable, une autonomie stratégique ouverte et une concurrence équitable. Le marché unique formera l'une des bases essentielles des démarches en ce sens. À l'heure de son 30^e anniversaire, il reste cependant incomplet. Le CESE demandera que des efforts supplémentaires soient consentis pour fournir aux entreprises européennes de toutes tailles (y compris les PME) un environnement propice à l'innovation, à l'investissement et à la croissance. Il soutiendra un marché unique robuste en tant que source de prospérité pour les entreprises de l'Union et de bien-être pour ses citoyens. De même, nous devons veiller à ce que notre industrie soit adaptée à la double transition écologique et numérique, afin d'atteindre l'objectif d'un continent neutre pour le climat à l'horizon 2050. Les récentes évolutions géopolitiques survenues dans le sillage de la guerre d'agression que poursuit la Russie contre l'Ukraine ont clairement montré que nous devons réduire notre dépendance stratégique, en particulier concernant nos approvisionnements en matières premières critiques, en énergie et en denrées alimentaires, tout en préservant notre compétitivité sur la scène mondiale. Le CESE est convaincu que pour assurer sa résilience, l'UE doit fonder sa politique industrielle sur des technologies propres et des solutions circulaires, sur une approche de la numérisation inclusive et centrée sur l'humain, ainsi que sur une approche durable de la sécurité énergétique et sur l'autonomie stratégique ouverte en matière de commerce international.

Enfin, le réexamen du cadre de gouvernance économique est essentiel pour créer une économie de l'UE plus résiliente et plus durable. Un cadre plus simple, plus transparent et plus efficace, que les États membres pourraient s'approprier davantage et qui puisse être mis en œuvre plus efficacement, contribuera à l'avènement de l'économie verte, numérique et résiliente de demain, en favorisant une croissance inclusive tout en garantissant la viabilité des finances publiques dans tous les États membres. Combiné à un renforcement de l'union bancaire et de l'union des marchés des capitaux, il contribuera à une plus grande stabilité financière dans la zone euro. Le CESE continuera de contribuer au cycle du Semestre européen et soutiendra l'achèvement de l'union des marchés des capitaux et de l'union bancaire, qui constituent des jalons essentiels sur la voie d'une reprise durable et inclusive.

Le CESE a la conviction que l'Union européenne restera une source de prospérité, et il s'exprimera sur la manière de relever ces défis tout en promouvant le dialogue social, les rémunérations équitables et les systèmes de négociation collective en tant que composantes essentielles du socle européen des droits sociaux et du modèle social européen.

PRIORITÉS POLITIQUES SÉLECTIONNÉES À PARTIR DES CONTRIBUTIONS DU SECRÉTARIAT

Accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD)

Les multiples crises, mondiales et interdépendantes, auxquelles nous sommes confrontés actuellement mettent fortement en péril la viabilité même de la réalisation des ODD d'ici à 2030. Toutefois, ceux-ci restent pour nous le phare, la boussole qui nous guident, et l'unique vision universelle de paix, de prospérité socio-économique et de durabilité environnementale dont nous disposons. Échouer à mettre en œuvre les principes régissant les ODD que sont l'inclusion sociale, une énergie propre, un accès universel aux services publics ainsi qu'une consommation et une production responsables ne mènerait qu'à multiplier encore les crises et les rivalités géopolitiques.

Le CESE a un rôle essentiel à jouer pour faire progresser la mise en œuvre de ces objectifs, comme en témoigne la récente contribution à l'examen volontaire de l'Union en la matière, qui sera présenté au Forum politique de haut niveau à New York, à l'été 2023.

Le CESE se devra d'accorder une attention particulière à un certain nombre de questions spécifiques: la nécessité pour l'Union de disposer d'une stratégie globale au sujet des ODD afin de garantir la cohérence des politiques dans ce domaine; la nécessité de structurer davantage la participation de la société civile à ce processus, au sein duquel le CESE pourrait offrir un espace de dialogue permettant à la société civile de nouer des relations avec des responsables politiques; ainsi que l'attention portée à la dimension sociale de la durabilité, étant donné que la transformation ne pourra réussir que si elle repose sur un large soutien, une transition juste et une participation active de toutes les composantes de la société.

L'engagement des jeunes en faveur du climat et du développement durable

L'aspect intergénérationnel que revêtent les politiques en matière de climat et de développement durable et leurs mécanismes de mise en œuvre doit se traduire par une participation active et significative de la jeunesse à tous les stades des processus décisionnels de l'Union européenne, depuis l'élaboration des propositions et initiatives législatives jusqu'à leur mise en œuvre, leur contrôle et leur suivi. La réalisation des ODD au moyen du pacte vert pour l'Europe exige de passer à une nouvelle approche: un modèle de gouvernance plus inclusif, qui fédère les diverses parties intéressées et place les jeunes au cœur du processus de participation, bien au-delà des réunions ad hoc et des simples appels à consultation.

Le CESE poursuivra ses efforts pour faire entendre la voix des jeunes dans ses travaux et invitera les autres institutions à associer les jeunes de manière plus structurelle et plus significative dans les leurs. Le CESE compte notamment: continuer à organiser les tables rondes de la jeunesse pour le climat et le développement durable, et faire entrer un représentant de la jeunesse dans la délégation du CESE aux réunions de la COP de la CCNUCC; appliquer le concept d'évaluation d'impact de l'Union du point de vue des jeunes pour élaborer une approche cohérente de l'engagement des jeunes au sein du CESE et explorer d'autres idées de grande envergure pour mobiliser les jeunes, tout en mettant en œuvre la résolution du CESE intitulée «Les acquis pérennes de l'Année européenne de la jeunesse: intégrer les questions liées à la jeunesse et autonomiser les jeunes».

L'économie circulaire

La plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire (PAEEC) est une réussite majeure qui montre comment promouvoir l'économie circulaire à la fois en Europe et au-delà de ses frontières. La PAEEC aide les entreprises, les organisations de la société civile et les pouvoirs publics à accélérer la transition vers une économie circulaire dans toute l'Europe en favorisant le dialogue, en partageant des connaissances et de l'expertise et en échangeant de bonnes pratiques par l'intermédiaire d'un site web.

Le CESE capitalisera sur le succès des principales activités de sensibilisation de la PAEEC, comme les conférences circulaires de l'UE qui favorisent des échanges de haut niveau sur les thèmes actuels de l'économie circulaire, ainsi que sa conférence annuelle. Les considérations relatives à l'économie circulaire doivent également être intégrées à d'autres domaines d'action, y compris, par exemple, les systèmes alimentaires durables et le développement rural.

Une transition écologique dans l'industrie européenne

L'objectif consistant à réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne d'ici à 2030 est ambitieux et nécessite de définir une feuille de route précise, qui permette de réaliser une transition juste au cours des prochaines décennies. L'ensemble des secteurs industriels vont devoir subir de profonds changements. La condition de la réussite de la transition énergétique réside dans son acceptation par les citoyens de l'Union; il convient donc de leur garantir l'accès à des emplois de qualité et à des produits abordables.

Le «pacte bleu pour l'Europe» ajoute une nouvelle dimension à la feuille de route du pacte vert proposée par la Commission. Le CESE, en invitant les institutions européennes à élaborer cette nouvelle politique globale de l'Union dans le domaine de l'eau, devra en surveiller la mise en œuvre tout au long du mandat de la prochaine Commission.

Un certain nombre de questions spécifiques feront l'objet d'une attention particulière, notamment la nécessité d'un pacte bleu pour l'Europe. Le CESE continuera d'assurer la coordination globale du suivi de ce thème transversal et de défendre la nécessité de soutenir l'écologisation des industries, notamment celles à forte intensité de ressources, ainsi que l'intégration du secteur des technologies propres — y compris celui des technologies économes en eau. Il soutiendra la nécessité de participer aux débats politiques de l'Union européenne au sujet des aspects sociaux de la transition énergétique et climatique, en tirant parti de son expertise pour recenser les difficultés et proposer des solutions en vue d'un accord équitable dans l'intérêt des citoyens européens concernant l'emploi ainsi que des produits, de l'énergie et des services abordables pour tous.

Un effort général de numérisation dans l'industrie européenne

La numérisation ouvre de nouvelles possibilités pour l'industrie européenne et pour les services dans leur ensemble, et elle entraîne de nouveaux types de difficultés, comme la conception d'instruments d'accompagnement destinés à placer l'industrie européenne, grande ou petite, sur un pied d'égalité pour acquérir ces nouvelles technologies. Cet effort consiste également à étudier de près l'avenir des emplois dans l'industrie, non pour éviter les changements que ce processus entraînera dans ce secteur et dans la société, mais plutôt pour les gérer tout en favorisant une transition juste et une approche de ces évolutions qui soit centrée sur les personnes.

Le CESE a donc l'intention de: soutenir le développement, conformément aux normes européennes, de nouveaux secteurs technologiques tels que le métavers, et mettre l'accent sur les incidences de l'IA dans les différents secteurs

industriels; poursuivre son engagement en matière de technologies stratégiques et de pointe, notamment sur des sujets tels que la robotique et les drones; chercher à participer à des activités annexes au service de la compétitivité industrielle de l'Union européenne en général, y compris en participant à des alliances industrielles traitant de questions liées à la numérisation sur le modèle de la participation à l'Alliance européenne pour les matières premières (ERMA); et soutenir un engagement plus structuré de la société civile dans ce processus, car la transformation ne pourra réussir que si elle repose sur un large soutien, sur une transition juste et sur une participation active de toutes les composantes de la société.

Renforcer la compétitivité mondiale et l'autonomie stratégique ouverte de l'industrie européenne

Garantir la compétitivité de l'industrie de l'Union européenne en général est un objectif clé de la politique industrielle de la Commission depuis plusieurs années. Outre sa dimension intérieure, de nombreux aspects liés à sa dimension extérieure ont à l'évidence une forte incidence sur la compétitivité industrielle de l'Union. La nécessité d'une autonomie stratégique ouverte est de plus en plus manifeste. Il convient d'étudier la manière dont les fonds publics et les aides d'État peuvent être mobilisés pour soutenir l'industrie sans créer de distorsion; il convient également de se pencher sur les critères régissant l'utilisation et l'allocation de ces fonds. À cette fin, le CESE a l'intention de mettre l'accent sur les chaînes de valeur stratégiques.

Il compte travailler à une stratégie globale de l'Union européenne concernant les matières premières critiques tout en continuant de participer à l'ERMA; soutenir le renforcement de l'autonomie ouverte des secteurs stratégiques que sont la défense, l'espace et les puces électroniques; contribuer à repenser la manière dont les entreprises se protègent des violations de données, des cyberattaques et de l'espionnage numérique.

Des réformes au service d'une économie européenne résiliente

L'environnement économique actuel complique la mise en œuvre de politiques économiques qui visent à la fois à réduire l'inflation et à garantir la croissance économique, l'emploi et la viabilité des finances publiques à moyen et à long terme. Le CESE présentera des recommandations destinées à aider les responsables politiques à élaborer des actions ayant pour objectif d'assurer une relance durable et inclusive et de bâtir une économie résiliente dans l'Union européenne tout en menant à bien la double transition écologique et numérique.

Le CESE continuera de présenter des recommandations semestrielles au sujet de la recommandation de la Commission concernant la politique économique de la zone euro et de l'examen annuel de la croissance durable, afin d'apporter en temps utile une contribution à jour au processus de coordination des politiques économiques dans le cadre du cycle annuel du Semestre européen.

Le CESE présentera également de nouvelles recommandations en vue de la révision du cadre de gouvernance économique de l'Union, compte tenu de la nécessité de disposer d'une solide coordination des politiques budgétaires et structurelles, ainsi que d'une surveillance économique et budgétaire efficace.

Il présentera également des propositions visant à réformer les procédures de consultation et de coordination dans le cadre du Semestre européen, afin de rendre les processus plus simples, plus démocratiques et plus transparents. Par l'intermédiaire de son groupe spécifique «Semestre européen», le CESE poursuivra ses efforts pour mener de vastes consultations avec la société civile organisée de l'Union, afin de procéder au suivi de la mise en œuvre des plans nationaux dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) et de garantir la participation de la société civile tant au niveau de l'Union européenne qu'à l'échelon national.

L'achèvement de l'union des marchés des capitaux et de l'union bancaire

Les marchés financiers de l'Union européenne doivent être intégrés et stables afin de soutenir la relance en Europe et de replacer l'Union sur la voie de la transition vers une économie à la fois neutre pour le climat et de plus en plus numérique, caractérisée par une croissance économique durable et inclusive. La reprise d'après la période de la COVID-19 dépendra essentiellement de la capacité des marchés financiers européens à garantir suffisamment de

liquidités et un meilleur partage des risques. Il est impératif de prendre des mesures décisives afin de mettre en place une union des marchés des capitaux efficace et intégrée, et une union bancaire pleinement opérationnelle, englobant tous les États membres et visant à poursuivre l'harmonisation et la suppression des obstacles transfrontaliers tout en préservant une réglementation et une surveillance saines. La Commission devrait poursuivre la mise en œuvre du plan d'action pour l'union des marchés des capitaux, dès lors, le réexamen de l'actuel cadre relatif à la surveillance bancaire, à l'insolvabilité, aux systèmes de résolution des défaillances et de garantie des dépôts, revêtira une importance significative.

Au cours du prochain mandat, le CESE s'engage à : travailler sur des domaines d'action clés comme la gestion des crises bancaires et le système d'assurance des dépôts; contribuer au débat sur la finance durable; organiser des auditions publiques sur ces sujets importants; tenter d'accroître la participation des rapporteurs du CESE aux réunions et auditions de la commission ECON du Parlement européen; et nouer des contacts plus étroits avec la représentation permanente auprès de l'Union européenne des pays assurant la présidence du Conseil, en vue de favoriser une participation plus active des membres du CESE à des manifestations importantes comme le séminaire de haut niveau EUROFI et le forum financier.

Un cadre financier pluriannuel à même de relever les défis de l'avenir, y compris une politique de cohésion forte

Le CESE a demandé à plusieurs reprises que le cadre financier pluriannuel (CFP) soit axé sur l'emploi, la croissance et la compétitivité, et a plaidé en faveur d'un budget de l'Union solide et doté de ressources financières suffisantes pour lui permettre d'atteindre les objectifs de l'Union. Le CESE continuera à débattre de la façon dont le budget de l'Union pourrait être financé dans une plus large mesure par de véritables ressources propres.

La politique de cohésion a un rôle essentiel et central à jouer pour assurer une reprise équilibrée vers une croissance économique soutenue, favoriser la convergence, lutter contre l'exclusion sociale et faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Le CESE continuera d'insister pour que la cohésion contribue à faire progresser les politiques convenues en matière de numérisation et d'accessibilité des services, de réindustrialisation, de PME et de services à haut débit dans les régions.

Le CESE envisage : d'élaborer un avis sur la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel; de faire des propositions à la Commission, à la demande de celle-ci, concernant de nouvelles ressources propres pour le budget de l'Union; d'élaborer un avis sur l'avenir de la politique de cohésion après 2027; de continuer à formuler des propositions relatives à une politique de cohésion qui corresponde aux besoins réels des citoyens de l'Union européenne et qui réponde aux objectifs à long terme de convergence entre les régions de l'Union; et d'élaborer un avis sur les zones à faible densité de population, les îles et les zones montagneuses de l'Union européenne afin de souligner que toutes les régions de l'Union doivent bénéficier d'une croissance et d'un développement équilibrés.

La reprise économique et sociale à la suite des conséquences de la pandémie et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, et l'augmentation des prix de l'énergie et du coût de la vie qui en a résulté

Le CESE n'a cessé de plaider en faveur d'une convergence vers le haut et d'une politique sociale plus efficace, tant au niveau de l'Union qu'à l'échelon des États membres. La mise en œuvre du socle européen des droits sociaux réaffirme l'engagement commun en faveur du modèle social européen.

Dans le cadre de la transition écologique et numérique en cours, les nouvelles formes de travail, la protection des droits collectifs, les conséquences sur les conditions de travail, la lutte contre les taux de chômage élevés, le travail précaire et la pauvreté, la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, l'inclusion et l'égalité sous tous leurs aspects ainsi que les compétences resteront des questions importantes qui devront être abordées.

Les évolutions récentes dans le domaine de l'intelligence artificielle sont susceptibles de modifier fondamentalement les besoins en travailleurs hautement qualifiés, et de perturber les processus économiques et de production.

Au cours de ce prochain demi-mandat, le CESE s'attachera tout particulièrement: à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, aux conditions de travail, aux nouvelles formes de travail et leurs conséquences sur l'emploi des jeunes et des femmes, les systèmes de protection sociale (les soins et l'égalité sous tous leurs aspects, y compris l'égalité de revenus); aux effets de l'intelligence artificielle sur le marché du travail et sur l'emploi; à l'intégration de la dimension de la jeunesse dans tous les projets; et à l'évaluation d'impact de l'Union du point de vue des jeunes.

Droits fondamentaux et état de droit

Les valeurs et droits fondamentaux ainsi que l'état de droit continuent de faire l'objet d'attaques dans de nombreux pays sujets à des mouvements populistes croissants et à un certain recul démocratique.

L'intelligence artificielle est capable d'accroître massivement la désinformation ciblée, de remplacer des travailleurs humains hautement qualifiés dans un large éventail de fonctions et d'être utilisée à des fins de coercition et de contrôle.

Le CESE soutiendra fermement la mise en œuvre du train de mesures de la Commission sur la défense de la démocratie, et mettra l'accent sur les droits fondamentaux dans le déploiement de l'intelligence artificielle.

Les migrations

Les migrations continueront d'être alimentées par les conflits, le changement climatique et les inégalités économiques. Le CESE mettra l'accent sur une gestion des migrations conforme aux obligations découlant du droit européen et du droit international, et qui tient compte de l'évolution démographique ainsi que des besoins économiques de l'Union.

Un voisinage sûr et stable

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine est non seulement une menace pour les valeurs qui sous-tendent l'Union européenne, mais aussi la preuve absolue que l'ordre mondial fondé sur des règles est contesté et que nous sommes entrés dans une phase géopolitique plus instable, que nous allons devoir gérer ensemble.

Notre voisinage immédiat devrait rester notre priorité. Au cours de ces dernières années, le partenariat oriental a été soumis à une forte pression, d'abord par la décision de la Biélorussie de suspendre sa participation, puis par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Tandis que la Biélorussie se trouve encore sous le joug d'un pouvoir qui a étouffé sa démocratie, l'Ukraine lutte pour sa liberté et la Moldavie poursuit sa trajectoire européenne, en dépit des pressions constantes exercées par la Russie.

Au cours du prochain demi-mandat, le CESE s'emploiera encore à renforcer et à promouvoir les travaux des plateformes de la société civile UE-Ukraine, UE-Moldavie et UE-Géorgie, créées par les accords d'association conclus avec ces pays. Les travaux de ces plateformes, et les réunions qu'elles tiennent de manière régulière jouent un rôle déterminant pour accompagner ces pays sur la voie de l'intégration européenne. Des liens constants seront également maintenus avec la société civile arménienne, par l'intermédiaire de la plateforme de la société civile spécifiquement consacrée à ce pays.

Le CESE continuera de soutenir la société civile indépendante à l'intérieur et à l'extérieur de la Biélorussie, qui est soumise à une pression considérable de la part du régime en place. Nous suivrons également l'évolution de la société civile en Azerbaïdjan, en insistant sur un véritable dialogue civil et social.

Cela fait des années que les pays des Balkans occidentaux attendent leur adhésion. La société civile de ces pays coopère en permanence avec le CESE et encourage des améliorations continues en ce qui concerne leur alignement sur le droit et les valeurs de l'Union, de manière à voir enfin aboutir leurs efforts pour faire partie de la famille européenne, y compris dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans cette région.

Le dialogue doit se poursuivre avec les pays méditerranéens, qui sont nombreux à se trouver dans une situation politique délicate, alors qu'ils sont confrontés à des difficultés sociétales et économiques considérables. Le sommet Euromed du CESE continuera de promouvoir un dialogue social constructif dans cette région, en mettant l'accent sur des priorités communes telles que l'adaptation au changement climatique, la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la gestion efficace des flux migratoires.

Collaborer avec des partenaires au service de sociétés justes et équitables, respectueuses des droits humains

Aujourd'hui, nous voyons croître les inégalités à l'échelle mondiale. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation en effaçant des années de progrès et la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a détourné l'attention d'autres problèmes majeurs. La communauté internationale doit reprendre ses efforts pour réduire les inégalités et confirmer son adhésion à un ordre multilatéral fondé sur des règles ainsi qu'aux droits humains universels. L'année 2023 est le bon moment pour le faire: elle marque en effet le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Cette année constitue également une étape importante, l'examen à mi-parcours des ODD devant avoir lieu en 2023.

Le CESE contribuera à ces efforts: en collaborant avec la société civile des pays ACP et d'Amérique latine à la promotion des engagements fondamentaux en faveur des objectifs de développement durable (ODD) et de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, y compris les droits fondamentaux en matière de travail et d'égalité entre les hommes et les femmes; en surveillant la manière dont la mise en œuvre des projets dans le cadre de l'initiative «Global Gateway» de l'Union européenne contribue à la réalisation de ces objectifs; en réfléchissant, par des avis et des activités ciblés, aux moyens de renforcer la diplomatie climatique de l'Union européenne et de lutter contre la désinformation et les influences étrangères, ainsi qu'à la contribution que la société civile peut apporter au renforcement du multilatéralisme et des principes internationaux fondamentaux d'un ordre fondé sur des règles dans un monde en mutation rapide.

Promouvoir un commerce durable qui profite à tous

Le suivi de la négociation, de la mise en œuvre et de l'application des accords commerciaux par la société civile est essentiel si l'on veut préserver la compétitivité de l'Union européenne et renforcer la résilience en période de crise.

Le CESE devra: continuer d'apporter un soutien administratif et stratégique aux groupes consultatifs internes (GCI) institués par les accords commerciaux de l'Union; veiller à ce que toute lacune en matière de droits de l'environnement et de droits du travail soit traitée de manière efficace aussi bien dans l'Union que dans les pays partenaires; promouvoir l'aspect durable du commerce au niveau de l'Union et au sein de l'Organisation mondiale du commerce en organisant la deuxième édition du forum de la société civile européenne sur le commerce et le développement durable.

Études et évaluations des politiques: comment étayer davantage les travaux consultatifs du CESE par des données probantes

«Permacrise», «polycrise»: de nouveaux termes sont inventés pour tenter de décrire la situation et les événements dramatiques qui perturbent profondément nos sociétés, et qui ont des répercussions majeures sur celles-ci.

Cette situation a mis en lumière les vulnérabilités de l'Union européenne ainsi que son manque de préparation face aux enjeux d'un monde en crise permanente, et nous invite instamment à agir et à réagir de manière adéquate. Toutefois, la réponse ne saurait consister en une tentative permanente de rattraper les conséquences des crises et de les atténuer, par des mesures à court terme, au moment où elles nous touchent. L'Union européenne doit les anticiper avant qu'elles ne se produisent, de manière à tenter de les éviter. À cette fin, nous devons explorer, anticiper et même tenter de prévoir l'avenir.

Le CESE, grâce aux connaissances de ses membres et de ses réseaux, est parfaitement à même de contribuer à ce processus européen, en pratiquant la prospective au sein de l'Union de manière plus efficace et davantage participative.

À cette fin, le CESE doit exercer une influence croissante et apporter davantage de contributions aux activités de prospective de l'Union, notamment en développant son rôle dans le programme de prospective stratégique de l'UE et, plus particulièrement, dans l'élaboration du rapport annuel de prospective stratégique, qui alimente à son tour le discours sur l'état de l'Union européenne. Le CESE, en catalysant, en rassemblant et en transmettant les points de vue des parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, les groupes de réflexion et les experts, remplira ainsi son rôle de représentant de la société civile et garantira à l'Union européenne une véritable prospective participative.

Le CESE développera encore la coopération avec les autres institutions européenne, aussi bien par des relations bilatérales qu'au sein du réseau interinstitutionnel du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS).

Afin d'exploiter pleinement son potentiel, le CESE continuera de sensibiliser ses membres ainsi que son personnel à l'importance d'une approche fondée sur la prospective dans nos travaux, et de renforcer leurs capacités en organisant régulièrement des formations, des séminaires et des conférences et en encourageant leur participation à des manifestations externes de prospective.

L'élaboration de la législation et des politiques de l'Union européenne doit être fondée sur des données probantes, afin de mieux se souvenir et tenir compte de ce qui a fonctionné ou non, ce qui doit être modifié et amélioré, ainsi que ce dont nos sociétés, nos citoyens et l'Europe ont réellement besoin pour relever les défis considérables auxquels ils sont confrontés.

Le programme d'études annuel est de plus en plus utilisé par les services du CESE pour soutenir ou mettre en œuvre les priorités politiques, principalement en faisant appel à des experts externes pour étudier des questions d'actualité qui préoccupent la société civile organisée, et fournir ainsi à nos travaux législatifs une base factuelle de plus en plus fournie.

L'un des objectifs à moyen terme de ce programme d'études est de procéder à des évaluations plus prospectives et davantage participatives, qui pourraient être revues afin de renforcer et d'étendre les capacités de prospective.

Le CESE développera sa contribution au programme visant à améliorer la réglementation de l'Union en apportant la valeur ajoutée que représente le point de vue de la société civile lors de la phase d'évaluation du cycle politique législatif de l'Union européenne au moyen d'évaluations ex post, ainsi que pour étayer davantage les travaux consultatifs du CESE par des données probantes.

Renforcer la compétitivité de l'industrie européenne et soutenir la transition rapide vers la neutralité climatique

La compétitivité de l'industrie européenne restera un sujet majeur dans les années à venir. Des initiatives récentes, visant à soutenir les industries nationales dans différentes régions du monde, ont suscité de nombreuses préoccupations au sein de l'Union. Celle-ci doit en effet réagir tout en préservant l'intégrité de son marché unique. Toutefois, la compétitivité de l'industrie ne peut être envisagée aujourd'hui indépendamment de son aspect écologique. Par conséquent, l'objectif de l'Union européenne n'est plus seulement de conserver une base industrielle compétitive, mais également de financer une transition vers une industrie durable, de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050, de décarboner l'industrie de l'Europe et de garantir l'accès à de l'énergie non fossile à un prix abordable.

En outre, il est également essentiel de tenir compte des intérêts des travailleurs dans cette équation. La transition vers une économie à faible intensité de carbone aura probablement des répercussions importantes sur les emplois et les offres d'emploi, en particulier dans les secteurs qui dépendent fortement des combustibles fossiles. Dans le même temps, elle peut également être considérée comme une occasion de créer des emplois dans de nouveaux écosystèmes industriels, et de mettre l'accent sur les compétences spécifiques qui restent à créer au niveau des États membres et des régions.

Le CESE poursuivra ses travaux sur le plan industriel du pacte vert. Le CESE apportera une réponse globale aux différents aspects de l'initiative de la Commission, ce qui nécessitera de veiller et d'agir sur le plan politique. Un suivi adéquat devra être assuré en collaboration avec la Commission, les présidences tournantes du Conseil et d'autres institutions.

Le CESE devra également répondre à la demande croissante en main-d'œuvre et en personnel qualifié dans les administrations publiques chargées d'évaluer les différents projets industriels.

L'accent sera également placé sur la mise en œuvre des politiques et stratégies de l'Union européenne, en créant de meilleurs outils pour évaluer leur incidence sur l'économie, mais aussi sur la société.

Encourager l'esprit d'entreprise sous toutes ses formes: les PME et les entreprises de l'économie sociale

L'entrepreneuriat sous toutes ses formes et dans tous les secteurs d'activité (notamment le tourisme, l'industrie, l'économie des plateformes, l'économie sociale) est essentiel pour assurer la croissance économique, l'innovation, l'emploi et l'inclusion sociale. Il est crucial de soutenir la transition écologique et numérique des PME et de recenser les obstacles auxquels elles sont encore confrontées lorsqu'elles accèdent au marché unique.

Les PME joueront également un rôle important dans le plan industriel du pacte vert, étant donné qu'elles représentent la grande majorité des entreprises européennes, et qu'elles disposent du potentiel nécessaire pour stimuler l'innovation et promouvoir la durabilité.

Le CESE joue un rôle qui n'a cessé de gagner en importance à l'échelon interinstitutionnel, s'agissant de promouvoir l'entrepreneuriat social et l'économie sociale, et de suivre l'incidence des évolutions dans ce secteur sur les PME traditionnelles. Depuis l'adoption du plan d'action de l'Union pour l'économie sociale, le rôle des entreprises de l'économie sociale est devenu encore plus important pour parvenir à une économie résiliente et à une transition juste.

Le CESE va: accompagner la transformation durable des PME en recueillant de bonnes pratiques et en communiquant à leur sujet; explorer le rôle des PME et la manière de les soutenir dans le cadre du plan industriel du pacte vert; renforcer la résilience financière des PME et contribuer au prochain train de mesures d'allègement pour les PME (directive sur les retards de paiement); soutenir la mise en œuvre du plan d'action de l'Union pour l'économie sociale en coopérant étroitement avec les présidences tournantes du Conseil; et contribuer à la prochaine proposition de la Commission relative à une recommandation du Conseil sur le développement des conditions-cadres de l'économie sociale.

Donner aux consommateurs les moyens de réaliser la transition écologique et numérique

La réalisation des objectifs du pacte vert nécessite la contribution de chaque Européen. Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à se rendre compte qu'ils peuvent contribuer à améliorer les choses en modifiant leur mode de consommation. Mais bien qu'ils souhaitent contribuer à la transition écologique, des obstacles se dressent sur leur chemin.

L'Union européenne doit renforcer les droits des consommateurs et contribuer à une économie européenne circulaire, propre et écologique. Ils doivent être mis en situation de prendre des décisions d'achat en connaissance de cause et contribuer ainsi à une consommation plus durable.

Le CESE continuera de s'appuyer sur ses fructueuses relations de travail avec la Commission et le Parlement européen en ce qui concerne les questions relatives aux consommateurs. L'organisation de sa manifestation phare, la Journée annuelle du consommateur, demeure une priorité. Cet événement permet chaque année de faire entendre la voix des consommateurs en vue d'éclairer les débats du moment.

Le CESE participera également au processus de suivi des avis sur le pacte bleu, et envisagera d'intégrer ce thème dans le cadre de la consommation durable.

Dépasser la crise énergétique et parvenir à une sécurité énergétique durable, équitable et stratégique

Les crises énergétiques qui ont débuté en 2021 et qui ont été aggravées par la guerre d'agression russe contre l'Ukraine en 2022 ont imposé à l'Union européenne et à ses États membres de prendre rapidement des mesures en matière de politiques énergétiques. Au cours de l'année écoulée, de nouvelles législations ont été adoptées en ce qui concerne le stockage du gaz, la promotion des sources d'énergie renouvelables, les prix de l'électricité, les sources alternatives d'approvisionnement en énergie, les nouvelles infrastructures énergétiques et des mesures d'imposition exceptionnelle.

Un certain nombre de politiques spécifiques liées à la crise actuelle mériteront une attention constante et seront axées sur le rôle clé des organisations de la société civile dans la promotion des intérêts sociaux, civils et ceux du travail, sur l'équité envers les acteurs économiques et la préservation de l'objectif commun d'une transition écologique et socialement juste: lutter contre la précarité énergétique; assurer la qualification et la reconversion des travailleurs; adopter de nouvelles formes de production et de consommation d'énergie, en particulier par l'intermédiaire des communautés énergétiques locales; et mettre en place une réforme des marchés de l'électricité qui préserve des conditions équitables de concurrence au sein du marché intérieur de l'Union européenne.

La contribution des politiques en matière de logement à la cohésion économique, sociale et territoriale

Le logement est de plus en plus considéré par différents acteurs comme un moteur essentiel de toute politique visant à assurer la cohésion sociale et un bien-être commun. La prise en compte des politiques en matière de logement dans les États membres sera déterminante pour apporter une réelle contribution dans un certain nombre de domaines.

Au cours de la nouvelle présidence du CESE, les priorités suivantes seront traitées: le caractère abordable des prix pour lutter contre l'inflation; une isolation effective pour contribuer à l'efficacité énergétique; l'accès au logement des personnes vulnérables dans un but de cohésion sociale; la promotion de matériaux de construction durables dans l'objectif de contribuer à la transition écologique; un développement urbain durable visant à faciliter des transports urbains bien conçus, à réaliser la cohésion territoriale et à lutter contre les inégalités.

Rendre les transports plus écologiques en tenant compte des besoins des utilisateurs, des citoyens et des organisations de la société civile

Accélérer la transformation et l'écologisation de l'ensemble des moyens de transport constituera un élément essentiel de la transition écologique. Là encore, la voix des travailleurs des transports, des consommateurs, des entreprises et des organisations de la société civile doit être entendue.

Au cours du prochain demi-mandat, le CESE s'attachera à élaborer des propositions législatives visant à: réduire les émissions; encourager la numérisation; développer des moyens de transport alternatifs dans le cadre de la mobilité urbaine; décarboner le transport de passagers et de marchandises dans les transports terrestres, aériens et maritimes (y compris les moyens de transport professionnels, tels que les navires de pêche); et à créer un espace européen commun de données sur la mobilité.



**Comité économique
et social européen**

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2023-35-FR

www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/stand-democracy-speak-europe



© Union européenne, 2023

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur: Page de couverture: ©Getty Images



Office des publications
de l'Union européenne



Print:
QE-04-23-432-FR-C
ISBN 978-92-830-5981-3
doi: 10.2864/04319

Online:
QE-04-23-432-FR-N
ISBN 978-92-830-5980-6
doi: 10.2864/87972

FR